

Les subsides

Les agriculteurs font face à un endettement qui met leur existence en péril. Le nombre des faillites augmente. Ceux qui peuvent continuer à s'adonner à l'agriculture n'ont pas de revenu disponible. Ils vivent dans la pauvreté. Les prix baissent pour leurs produits tandis que leurs coûts de production continuent d'augmenter. Du point de vue des agriculteurs, ils se trouvent dans une situation critique. Les situations critiques exigent des solutions fondamentales et radicales.

Que fait le gouvernement? Il prend aujourd'hui des mesures, et c'est tout à son honneur. Il débloque des crédits additionnels de 800 millions de dollars à l'intention des producteurs agricoles, ce qui procurera à chacun 5 000 ou 6 000 \$. Cette mesure leur vient donc en aide, et il faut féliciter le gouvernement de prendre une mesure positive.

Suffira-t-elle à résoudre les problèmes fondamentaux qui ont plongé les agriculteurs dans la crise à laquelle ils font face aujourd'hui? Allégera-t-elle leur pauvreté? La réponse à toutes ces questions est un non sans équivoque.

Je voudrais mentionner deux autres points sur lesquels le gouvernement s'est attaqué à la question agricole et n'a pas réussi à montrer l'exemple pour résoudre ces problèmes. Il y a notamment les négociations internationales auxquelles le gouvernement participe. A cet égard, il s'attaque au problème au moyen d'expédients alors qu'il faudrait des solutions radicales.

Le gouvernement s'adjudge le mérite d'avoir fait inscrire l'agriculture au programme du GATT. Le simple fait que le problème soit au programme ne veut pas dire qu'il sera résolu comme il faut. Cela ne signifie pas que la guerre des subventions agricoles entre le Marché commun et les États-Unis, qui fait du tort à nos producteurs, sera résolue. Il nous est tous arrivé d'aller à des réunions où l'on devait traiter de questions qui revêtaient une importance capitale pour nous, et nous en sommes sortis déçus parce que nos problèmes n'étaient pas résolus. Il ne suffit pas que la question soit à l'ordre du jour.

Une partie de l'accord de libre-échange du premier ministre est consacrée aux subventions commerciales. J'ai lu attentivement ce passage parce qu'une association d'agriculteurs qui est venue témoigner au cours de nos audiences sur le libre-échange a parlé en faveur de cet accord. En lisant l'accord, j'ai remarqué que l'on promettait d'examiner la question des subventions agricoles, mais ce n'était qu'une promesse et rien de plus. On nous a déjà fait des promesses. Le premier ministre nous a déjà promis monts et merveilles. C'est d'ailleurs un spécialiste de ce genre de promesses, c'est bien connu.

Dans le cadre des relations canado-américaines, on nous a déjà fait au sujet des pluies acides des promesses, qui n'ont pas donné de résultat concret. Une fois de plus, le gouvernement nous promet de régler les problèmes des agriculteurs, mais ce ne sont que des promesses.

Bref, le gouvernement se contente d'user d'expédients pour essayer de résoudre un problème nécessitant des solutions radicales. Il verse des subventions qui sont salutaires et nécessaires mais un homme affamé acceptera toujours une tranche de pain. Le gouvernement a dit que la guerre des subventions sur le grain était au programme du GATT. Pourtant, il n'a pas exposé de stratégie convaincante pour essayer de résoudre le problème à cette occasion. L'accord commercial du premier ministre renferme bien la promesse de s'attaquer un jour ou

l'autre au problème des subventions, mais les résultats se font toujours attendre.

• (1220)

Je tiens à aborder un dernier aspect de la crise agricole soit l'incapacité du gouvernement de faire preuve d'initiative pour trouver une solution aux problèmes des agriculteurs en l'abandonnant du point de vue approprié. Comme je l'ai dit au début de mes observations, la communauté agricole est en péril à cause de la guerre des subsides agricoles que se livrent les États-Unis et la Communauté économique européenne. Il faut que cette guerre cesse et que le Canada joue le rôle important qui devrait être le sien dans les négociations internationales.

L'ancien premier ministre Pearson s'était vu décerner le prix Nobel de la paix pour son rôle de négociateur sur la scène internationale en ayant su mettre fin à un conflit au Moyen-Orient. Faisons en sorte de jouer notre rôle encore une fois et d'intervenir au niveau des relations commerciales internationales dans le domaine de l'agriculture.

Le premier ministre sollicite surtout l'appui des Canadiens pour l'accord international de libre-échange qu'il vient de négocier. Il se prétend grand négociateur et grand conciliateur. Qu'il fasse donc profiter l'agriculture de ses talents. Qu'il s'arrange donc pour faire cesser la guerre des subsides agricoles qui fait tant de mal à nos agriculteurs.

Pour résumer, je dirai simplement qu'à mon avis et de l'avis sûrement de la plupart des agriculteurs, le gouvernement n'a pas su faire preuve d'initiative pour résoudre les problèmes agricoles. Si je le dis, c'est parce que c'est en prenant des initiatives qu'on aurait réussi à solutionner les problèmes pour ne pas avoir à les affronter quotidiennement.

Le gouvernement n'a eu recours qu'à les palliatifs, ce qui fait que la situation continue à empirer. Il n'a toujours pas pris les mesures qui s'imposent et démontré qu'il se rend parfaitement compte que les agriculteurs sont actuellement dans une situation extrêmement précaire et que la communauté agricole est en état de crise. Jusqu'à maintenant, le gouvernement n'a eu recours qu'à des palliatifs, quand c'est une chirurgie profonde qu'il faudrait. Nous voulons que le gouvernement trouve une solution aux problèmes de l'agriculture. Nous tenons à ce qu'il prenne les choses bien en main et recoure à des mesures propres à faire cesser la guerre commerciale qui fait tant de tort à nos agriculteurs; nous ne voulons plus que le premier ministre fraternise et pousse la chansonnette avec le président américain alors qu'ensemble ils ruinent l'agriculture canadienne.

M. Mayer: Que feriez-vous? Dites-nous quelle serait votre politique. Que feriez-vous?

M. Keeper: Monsieur le président, j'entends une voix de l'autre côté. Je voudrais bien que le ministre se lève et explique à la Chambre pourquoi il appuie une entente commerciale avec les États-Unis qui ne résout pas les problèmes de l'agriculture mais qui par ailleurs protège l'industrie nucléaire. Pourquoi est-il prêt à prendre des mesures énergiques pour aider l'industrie nucléaire et à trahir les agriculteurs? Pourquoi appuie-t-il une entente commerciale qui ne fait rien pour mettre fin à la guerre des subventions qui est en train de ruiner le secteur agricole canadien? Je mets le ministre au défi de répondre à